



Fédération CFTC des Fonctionnaires et agents de l'Etat - 2bis, quai de la Mégisserie - 75001 PARIS
Téléphone : 01 40 13 80 88 - Fax : 01 40 13 80 89
Mél. : cftcfae@free.fr - Site : <http://cftc-fae.fr>

N ° 1 – Le 27 février 2008

ARRET SUR L'ACTUALITE

NEGOCIATIONS SUR LE POUVOIR D'ACHAT : LA CFTC SE POSITIONNE EN FONCTION DES RESULTATS OBTENUS

La CFTC n'a pas signé :

L'augmentation de 0,8%:

Pour l'augmentation du point d'indice, le Ministère proposait 0,5% au 1^{er} mars et 0,3% au 1^{er} octobre pour solde de tout compte ! Or, selon le gouvernement lui-même, l'augmentation du coût de la vie prévue pour 2008 s'établirait à un niveau supérieur.

Tous les personnels le savent bien, le maintien d'un point d'indice fort est la garantie d'un traitement puis d'une pension juste et équitable.

La CFTC ne pouvait accepter de signer cette augmentation du point d'indice totalement insuffisante pour les cinq millions d'agents publics. **L'INTERFON CFTC A DONC REFUSE DE SIGNER CE VOLET DES NEGOCIATIONS SALARIALES.**

La CFTC a signé :

La CFTC, fidèle à ses valeurs, a tenu à ce que personne ne soit oublié

En effet, malgré quelques augmentations catégorielles, environ 17% des personnels ont eu une très grosse perte de pouvoir d'achat sur les quatre dernières années.

Ainsi, **une garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) sera instituée** avec versement d'une indemnité différentielle couvrant les pertes de pouvoir d'achat du traitement indiciaire brut par rapport à l'inflation.

Une première mise en œuvre au titre de la période 2003/2007 sera réalisée dès 2008 avec un versement de la prime au cours du second semestre 2008.

La CFTC a obtenu :

- que ce dispositif s'applique aux trois fonctions publiques.
- que la situation des non-titulaires employés de manière continue sur la période de référence et rémunérés par référence à une grille indiciaire soit examinée
- que l'application de la GIPA aux personnes partant à la retraite avant 2011 fasse l'objet d'un suivi particulier.
-

Ce dispositif n'a pas vocation à être pérenne. La CFTC a demandé que soient traitées les causes des pertes de pouvoir d'achat, en particulier à travers la reconstruction des grilles indiciaires.

La garantie s'appliquera automatiquement pour les agents stagnant au sommet de corps et de grades depuis 4 ans en 2009 et 2010.

La CFTC a obtenu des avancées pour la catégorie C

Des mesures supplémentaires pour la catégorie C sont également prévues. La garantie interviendra pour les agents de catégories C par l'attribution de 1 à 4 points d'indice différenciés à compter du 1^{er} octobre 2008.

La CFTC a obtenu l'instauration d'une négociation salariale annuelle obligatoire dans la fonction publique.

La reconstruction des grilles indiciaires

Un des volets de l'accord concerne la refonte complète des carrières et des grilles indiciaires. Cette reconstruction se fera en tenant compte de la durée réelle de carrière effectuée par les agents. Une meilleure reconnaissance des qualifications nécessaires à l'évolution du Service public sera également mise en œuvre.

Le Compte Epargne Temps va devenir plus attractif

Ce dispositif va être revu pour plus de souplesse et donner un vrai choix aux agents. Différents modes de consommation des jours stockés seront ainsi proposés aux personnels :

- en temps,
- en argent : afin de réduire les stocks accumulés, les agents auront le droit de se faire payer la moitié des jours détenus au 31 décembre 2007 dans leur CET (dans la limite de 4 jours épargnés par an : exemple : sur trois ans, cela fera 4X3= 12 jours).
- en épargne retraite.

La CFTC interviendra pour que ce dispositif permette à chaque agent de vraiment l'utiliser pour ses choix de vie.

L'amélioration des politiques sociales

Les montants plafonds des aides et prêts versés ne correspondent plus à la réalité des loyers dans les grandes agglomérations. Ainsi, les aides existantes seront revalorisées au 1^{er} septembre 2008 :

- AIP (aide à l'installation des personnes) : le plafond est porté de 700 à **900 euros** en Ile de France, PACA et toutes les zones en ZUS (Zones Urbaines Sensibles) et de 350 à **500 euros** pour le reste de la France.
- Le prêt mobilité pour les agents s'installant en IDF, en PACA, et ZUS : le montant plafond est porté de 1 000 à **2 000 euros**.
- De plus, pour tenir compte des besoins liés à la restauration de certains agents, une étude sur l'adaptation de l'offre aux besoins de chaque agent est lancée. Celle-ci vise à permettre aux agents concernés de bénéficier d'un ou plusieurs points de restauration collective.